



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Liberalisation>

Libéralisation ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 996 à€" février 2000 -

Date de mise en ligne : lundi 10 mai 2010

Date de parution : février 2000

Description :

Exemple de la Côte d'Ivoire !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Avant l'ouverture des négociations du "Round du Millénaire", la grande presse, les économistes, les hommes politiques n'ont cessé de vanter l'intérêt pour les pays en voie de développement de la libéralisation totale des échanges. Enfin, ces pays allaient pouvoir exporter leurs productions dans de bonnes conditions vers les pays industrialisés ! Nous savions qu'il n'en était rien, mais en voici une nouvelle preuve avec l'exemple de la Côte d'Ivoire

Les cours du cacao, principale production du pays, n'arrêtent pas de baisser. C'est le jeu du marché, dire-t-on mais, comme l'écrit le correspondant du Monde à Abidjan : « La crise de la filière continue, et elle est d'autant plus difficile à supporter dans les campagnes ivoiriennes que le pays a fait, cette année, l'expérience amère de la libéralisation et de la déréglementation ». En effet, selon les experts de Washington (ils sont décidément partout !), la libéralisation devait d'abord profiter aux paysans, qui allaient enfin pouvoir toucher une plus grosse part des bénéfices du cacao, au détriment de l'état, en négociant directement les prix avec les acheteurs en fonction des fluctuations du marché mondial. Cette dérégulation de la filière cacao a évidemment créé sur place une magnifique pagaille, le marché s'est effondré et a atteint son cours le plus bas depuis huit ans. Dépourvus de capacité de stockage, pris à la gorge par leurs créanciers, les producteurs ivoiriens, dont l'organisation en coopérative est encore embryonnaire, n'ont rien pu faire : actuellement le cacao leur est acheté la moitié de son prix de 1998 à la même époque. De nombreux exportateurs sont maintenant très endettés et beaucoup ont fait faillite. Seuls les plus gros et les grands groupes internationaux ou leurs associés ivoiriens tiennent le coup. Pour la première fois de leur histoire, les producteurs ont organisé une grève fin novembre en soulignant que « les bailleurs de fonds ont libéralisé pour leurs frères, les grandes sociétés internationales, alors que, pendant ce temps, faute d'argent, nos enfants ne vont pas à l'école ».

Comme une catastrophe ne vient jamais seule, on prévoit une excellente prochaine récolte, ce qui ne manque pas de faire baisser les cours encore plus.

Sur les injonctions de la Banque mondiale, une structure de droit privé, la "Nouvelle Caistab", a succédé à la Caisse de stabilisation étatique. Celle-ci avait été mise en place par Félix Houphouët-Boigny et les résultats d'un audit par les institutions financières internationales avaient été accablants. Mais la nouvelle structure, quoique privée, a tout de suite montré son incapacité à aider les planteurs face à la chute du marché.

Etonnez vous, après cela, si les Ivoiriens se soulèvent et se jettent dans les bras du premier dictateur venu !